



# Arrêté des Comptes 2015

Société Anonyme au capital de 31 262 245euros  
Siège social, Direction et Administration :  
6, boulevard Bineau - 92300 Levallois-Perret  
562 088 542 R.C.S. Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369





## ARRETE DES COMPTES 2015

### Sommaire

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	Page 3
<b>COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2015</b>	
• Bilan.....	Page 12
• Compte de Résultat.....	Page 13
• Résultat global .....	Page 14
• Tableau de variation des Capitaux Propres .....	Page 14
• Tableaux de flux de Trésorerie consolidés.....	Page 15
• Annexe des Comptes Consolidés (Notes 1 à 26).....	Page 18
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés .....	Page 46
<b>COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2015</b>	
• Bilan.....	Page 50
• Compte de Résultat.....	Page 52
• Tableaux de flux de Trésorerie.....	Page 53
• Annexe des Comptes Sociaux (Notes 1 à 19).....	Page 56
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels.....	Page 68

Société Anonyme au capital de 31 262 245 euros  
Siège social, Direction et Administration :  
6, boulevard Bineau  
92300 Levallois-Perret  
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369  
[www.gevelot-sa.fr](http://www.gevelot-sa.fr)

---



# Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2015.

## Activités et Résultats du Groupe

Le Chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2015 s'élève à 206,9 M€ contre 211,8 M€ en 2014, en repli de 2,3 %. A périmètre et taux de change constants, le retrait est de 8,4 %.

Le Chiffre d'affaires du Secteur Extrusion est de 108,8 M€ en 2015, soit - 3,8 % par rapport l'année précédente. L'activité des sites français est restée stable (- 0,6 %) alors que celle des sites de Dold Allemagne et Chine, est globalement en repli de 7,8 %.

Le Chiffre d'affaires du Secteur Pompes, à 98,1 M€, est stable par rapport à l'année précédente. A périmètre et taux de change constants, le repli est de 13,2 %. L'activité Oil & Gas est en forte baisse depuis le deuxième semestre 2015, l'activité des Secteurs Industry et Food est en légère progression.

### Commentaires sur le périmètre

Les effets de la cession de notre participation dans Gurtner SA au 25 février 2015 avaient déjà été constatés dans le bilan consolidé de fin d'exercice 2014.

Les comptes de la Société Amik Oilfield & Rentals Ltd. (Canada), Société acquise à hauteur de 75 % courant décembre 2014 sont désormais consolidés par intégration globale. En 2014, seuls les éléments bilanciels avaient été intégrés.

### Commentaires détaillés sur les résultats consolidés

Le Résultat opérationnel courant consolidé 2015 du Groupe s'établit bénéficiaire à 7,8 M€ contre 8,1 M€ en 2014.

La Contribution du Secteur Extrusion est positive de 5,7 M€ (positive de 2,4 M€ en 2014).

La Contribution du Secteur Pompes est positive de 1,9 M€ (positive de 5,1 M€ en 2014).

Après constatation d'une perte de valeur sur actif non courant (Amik) de 4,1 M€, le Résultat opérationnel consolidé 2015 est bénéficiaire de 3,2 M€ contre 73,0 M€ en 2014 qui incluait la plus-value de la cession de la filiale canadienne Kudu Industries Inc).

Le Résultat financier consolidé 2015 est négatif de 3,0 M€ contre 5,4 M€ positif en 2014. Il est impacté par l'évolution défavorable des parités monétaires en 2015.

En 2015, la charge nette d'impôts consolidée s'établit à 3,8 M€. Elle inclut des charges d'impôts différés pour 1,7 M€, et une charge d'impôt courant sur les bénéfices de 2,1 M€. En 2014 la charge nette d'impôts consolidée s'établissait à 6,6 M€.

Le Résultat net consolidé de l'exercice 2015 des entreprises intégrées est déficitaire de 3,6 M€ contre 71,8 M€ bénéficiaire en 2014.

La part du résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle (25 % Amik Oilfield & Rentals Ltd.) s'établit en perte de 1,2 M€.

Au final, le Résultat net consolidé de l'exercice 2015 est négatif à 2,4 M€ contre 66,9 M€ bénéficiaire en 2014.

La Marge brute d'autofinancement s'établit positive à 11,0 M€ contre 17,5 M€ en 2014.

*La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés (Note 18).*

## Investissements du Groupe

En 2015, les investissements bruts globaux non financiers du Groupe se sont élevés à 12,7 M€ contre 18,9 M€ en 2014.

Les investissements incorporels se sont élevés à 1,6 M€ (1,5 M€ en 2014) et les investissements corporels à 11,1 M€ (17,4 M€ en 2014).

Par Secteur, ces investissements se sont élevés :

- à 0,1 M€ contre 0,1 M€ en 2014 dans Gévelot Holding,
- à 7,9 M€ contre 13,4 M€ en 2014 dans le Secteur Extrusion,
- à 4,7 M€ contre 5,4 M€ en 2014 dans le Secteur Pompes.

## Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2015, hors personnels temporaires, s'établissent à 1 287 personnes dont 499 hors de France contre 1 452 personnes dont 538 hors de France fin décembre 2014 (inclus 88 pour Gurtner SA en France).

## Structure bilantielle consolidée

Le total du bilan consolidé s'établit à 324,7 M€ contre 341,4 M€ à fin 2014, soit une baisse de 16,7 M€.

L'Actif non courant à 86,2 M€ est en baisse de 0,9 M€. Cette baisse est due aux variations positives des investissements nets pour 2,5 M€, à l'impact négatif de la dépréciation d'AMIK Oilfield Equipment & Rentals Ltd pour 4,1 M€, aux écarts de conversion pour + 0,6 M€ et aux actifs financiers non courants pour + 0,1 M€.

L'Actif courant à 238,5 M€ est en repli de 15,8 M€. Les principales variations concernent la Trésorerie brute pour - 19,5 M€, les Stocks nets pour + 0,7 M€, les Créances et

Autres Débiteurs pour + 4,3 M€, la sortie des actifs ou activités cédées (Gurtner SA) pour - 5,0 M€ et des Créances d'impôts Sociétés de + 3,7 M€.

Les Capitaux Propres à 186,0 M€ sont en repli de 14,1 M€ après prise en compte de la perte nette consolidée de l'exercice (- 2,4 M€), des écarts de conversion (+ 1,5 M€) et des intérêts minoritaires sur l'acquisition fin 2014 de la société Amik Oilfield & Rentals Ltd. (- 1,2 M€). Ces variations sont également impactées par le versement de dividendes à des Tiers (- 1,7 M€), par l'acquisition de Titres en autocontrôle (- 10,9 M€) et par des Divers nets (+ 0,6 M€).

Les Provisions pour risques et charges, à 9,5 M€, sont en retrait de 1,7 M€, principalement du fait de la reprise de provisions sur risques qualité, et des revalorisations sur indemnités de fin de carrière du personnel.

Les Dettes, à 129,2 M€, sont en diminution de 0,9 M€. Les variations concernent les dettes financières (- 6,2 M€), les dettes d'exploitation (- 10,0 M€), des avances diverses sur commandes (+ 14,8 M€), le retraitement des Passifs des activités cédées (Gurtner SA) (- 3,8 M€) la progression des passifs d'impôts différés (+ 2,0 M€), et des produits constatés d'avance (+ 2,3 M€).

## Structure financière consolidée

La Structure financière, impactée favorablement par la cession de Kudu Industries Inc. en 2014, intègre des actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts auprès des établissements de crédit et des dettes financières diverses ; elle s'élève positive à 90,5 M€.

Elle est en repli de 13,3 M€ par rapport à 2014 du fait de la baisse de la trésorerie nette pour 34,7 M€ partiellement compensée par la hausse des actifs financiers courants pour + 20,1 M€ (reclassement des dépôts bancaires à terme à plus de 3 mois) et la baisse de l'endettement financier pour + 1,3 M€.

**Au total, l'Actif courant s'élève à 238,5 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les Tiers à moins d'un an, d'un montant de 109,6 M€.**

En synthèse, le ratio "Endettement/Capitaux Propres" s'établit à 22,0 % contre 23,5 % à fin 2014.

Le ratio "Endettement/Chiffre d'affaires" s'élève à 19,8 % contre 22,2 % en 2014.

## Activité de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 2 493 K€ contre 3 337 K€ en 2014 (2 552 K€ hors éléments exceptionnels soit - 2,3 %).

Les loyers à 1 547 K€ sont en léger repli (- 18 K€) sur l'an passé du fait de l'attente de la mise en location d'une surface de bureaux vacante à Levallois-Perret.

Les prestations facturées à 946 K€ sont, à périmètre constant, en léger repli (- 41 K€).

Les Produits d'exploitation s'établissent à 2 928 K€ contre 3 787 K€, en baisse de 859 K€ (74 K€ à périmètre constant).

Les charges d'exploitation à 2 461 K€ contre 3 358 K€ en 2014 sont en baisse de 898 K€ et de 112 K€ à périmètre constant.

**Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'élève bénéficiaire à 467 K€ contre 429 K€ en 2014.**

Le Résultat financier positif s'élève à 56 735 K€ contre 118 K€ en 2014. Il est principalement constitué par le dividende exceptionnel de 54,7 M€ reçu de PCM SA en complément des dividendes récurrents de 2,3 M€ (1,5 M€ PCM SA, 0,8 M€ Dold Allemagne). Une dépréciation sur les titres détenus dans le capital de Gévelot Extrusion a par ailleurs été constituée pour 661 K€.

**Le Résultat courant avant impôt ressort bénéficiaire de 57 202 K€ contre 547 K€ bénéficiaire en 2014.**

**Le Résultat exceptionnel, hors effet de l'intégration fiscale, est négatif de 691 K€ contre un négatif de 184 K€ en 2014.**

Après une charge d'impôt sur les Sociétés de 1 076 K€ et la constatation de 1 639 K€ d'économie d'impôt nette liée au régime d'intégration fiscale, **le Bénéfice net social de Gévelot SA s'établit à 57 074 K€ contre 375 K€ en 2014.**

## Activité des Filiales de la Société-Mère

Les principales informations concernant les filiales de Gévelot SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Sociaux établis selon les règles locales.

### Données financières (en millions d'euros)

Filiales	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat exceptionnel
Gévelot Extrusion SA	64,0	- 1,0	- 0,3	0,5
Dold K. (Allemagne)	43,7	2,4	- 0,1	-
PCM SA <sup>1</sup>	3,2	- 0,6	1,0	- 4,0

Filiales	Résultat net	CAF	Invest. Industriels	Invest. Financiers
Gévelot Extrusion SA	- 0,1	2,9	5,2	-
Dold K. (Allemagne)	1,7	3,5	2,4	0,4
PCM SA <sup>1</sup>	- 3,6	0,6	0,1	5,6 <sup>2</sup>

### Effectifs au 31 décembre 2015

Filiales	Total <sup>3</sup>
Gévelot Extrusion	423
Dold K. (Allemagne et Chine)	277
PCM (France et Etranger)	581

<sup>1</sup> Nouveau périmètre après réorganisation juridique

<sup>2</sup> 3,0 M€ PCM GAP, 2,3 M€ PCM USA, 0,3 M€ Prêt Amik

<sup>3</sup> Personnel temporaire exclu

## Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et de Développement se sont élevées en 2015 à 4,1 M€ dont des dépenses de développement de 1,2 M€ portées à l'actif consolidé dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

### Secteur Extrusion

En 2015, sur un total de 1,8 M€ de dépenses, un montant de 0,6 M€ a été activé au titre des frais de Recherche et Développement. Pour Gévelot Extrusion, les efforts ont plus particulièrement porté sur :

- la réalisation des premiers prototypes d'un arbre primaire de boîte de vitesses
- le développement de pièces pour équipements moteur
- le développement de plusieurs pièces de colonne de direction (manchons, antivols, arbres).

Ces frais ont généré un Crédit Impôt Recherche de 0,6 M€.

### Secteur Pompes

Le groupe PCM au travers de sa filiale PCM Technologies S.A.S poursuit ses efforts dans l'Innovation avec l'établissement d'un plan de développement de nouveaux produits à 3 ans.

Ce plan s'articule sur plusieurs axes :

- Elargir l'offre de produits en gagnant en compétitivité
- Accélérer le développement des produits à forte valeur ajoutée
- Répondre aux futurs besoins du marché avec des produits innovants.

Le renforcement de la Recherche et Développement ainsi que des partenariats avec des clients grands comptes et/ou des partenaires externes vont soutenir ce plan.

Sur l'année 2015 les frais de Recherche et Développement s'élèvent, au niveau du groupe PCM, à 1,7 M€ générant un Crédit d'Impôts Recherche de 0,5 M€.

## Perspectives du Groupe pour 2016

Les perspectives du Groupe pour l'année 2016, dans des environnements sectoriels contrastés, devraient permettre néanmoins de maintenir un résultat courant consolidé positif.

### Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot SA sera à nouveau constitué de produits locatifs et de prestations de service intra-groupe.

En termes de produits financiers, après une année 2015 atypique, des dividendes devraient être perçus de nos filiales sur un montant légèrement supérieur à celui de l'exercice 2014.

Le Résultat net devrait rester bénéficiaire.

### Secteur Extrusion

Le Marché Automobile, particulièrement en Europe, devrait être en progression sur 2016.

En France, les performances industrielles, se rapprocheront des standards automobiles grâce aux efforts du Management et de l'ensemble des collaborateurs. La prévision de léger retrait de l'activité résulte de l'impact, en année pleine, de l'arrêt de la fourniture de produits non rentables et de la baisse des matières premières, l'arrêt sera compensé partiellement par des produits livrés à de nouveaux clients. Le retour à l'équilibre opérationnel devrait être maintenu.

En Allemagne, le repli temporaire d'activité se poursuivra particulièrement avec le client majeur. A moyen terme, de nouvelles commandes permettront de retrouver le niveau antérieur d'activité et de rentabilité.

### Secteur Pompes

Ce Secteur est fortement impacté par le faible niveau de prix du baril de pétrole ainsi que par une conjoncture économique mondiale incertaine.

Les mesures d'ajustement opérationnel prises dans les premiers mois de 2015 devraient permettre de retrouver une contribution positive au résultat net global de ce Secteur.

## Perspectives globales du Groupe

Le Résultat net consolidé du Groupe, hors éléments exceptionnels non identifiés à ce jour, devrait redevenir bénéficiaire.

## Fonctionnement des Organes Sociaux

Les Administrateurs de Gévelot SA ont désigné début février 2015 Monsieur Mario Martignoni pour assurer les fonctions de Président-Directeur Général de Gévelot SA.

Ce dernier a confirmé Monsieur Philippe Barbelane en qualité de Directeur Général Délégué de Gévelot SA.

Le Conseil d'Administration est composé de sept Membres depuis le décès de Monsieur Paolo Martignoni le 31 janvier 2015.

Le Conseil d'Administration s'est réuni neuf fois en 2015.

### Délégation en cours de validité

Dans le cadre de l'adoption le 15 octobre 2015 de la première Résolution de l'Assemblée Générale Mixte du même jour, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation (rachat autorisé de 10 % maximum des actions composant le Capital Social pour un montant total maximum de 12 millions d'euros).

Cette autorisation court jusqu'au 15 avril 2017.

Au 31 mars 2016, au global 72 707 actions ont été rachetées sur un cours moyen de 141,79 euros pour un montant global de 10 316 755,51 euros.

De même, la troisième Résolution adoptée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 15 octobre 2015 avait confié au Conseil d'Administration délégation pour annulation des actions éventuellement rachetées.

Cette délégation qui court jusqu'au 15 octobre 2017 n'a pas, à ce jour, été suivie d'effets.

## Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera proposé à cette même Assemblée Générale, le renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Armelle CAUMONT-CAIMI.

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

### Fonctions

**Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur,**  
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Président-Directeur Général et Administrateur de PCM SA  
Administrateur de Gévelot Extrusion SA  
Administrateur et Président du Conseil d'Administration de PCM Group Italia Srl (Italie)  
Administrateur de PCM Kazakhstan LLP (Kazakhstan)  
Administrateur de PCM Muscat LLC (Oman)  
Administrateur de PCM Middle East FZE (E.A.U.)  
Administrateur de PCM Flow Technology Inc. (Etats Unis)  
Administrateur de PCM Group Asia-Pacific (Singapour)  
Administrateur d'AMIK Oilfield E. & R. Ltd (Canada)  
Administrateur de PCM Trading Shanghai Co. Ltd (Chine)  
Administrateur de PCM Suzhou Co. Ltd. (Chine)

Fonctions hors Groupe :

Président Directeur Général de Sopofam SA

**Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué,**  
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion SA  
Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

**Madame Claudine BIENAIMÉ, Administrateur,**  
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion SA  
Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA  
Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA  
Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA  
et par ailleurs :

Président-Directeur Général de la Société Immobilière du Boisdormant SA

Administrateur et Directeur Général Délégué de :

- Rosclodan SA
- Sopofam SA

Gérant de la SCI Presbourg Etoile

**Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,**  
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion SA  
Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Sopofam SA  
Administrateur de Rosclodan SA

**Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,**  
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion SA

Fonctions hors Groupe :

Directeur Général Délégué de la S.E.G.F.M (Société d'Etudes et de Gestion Financière Meeschaert)

Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)

Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)

Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

et par ailleurs :

Président - Directeur Général de Rosclodan SA

**Monsieur Jacques FAY, Administrateur,**  
exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion SA

Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de la FIM (Fédération des Industries Mécaniques)

Administrateur de Profluid

**Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,**  
n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :

Business Development Manager Division Groupe Coveris  
Gérant de Société

**Madame Armelle CAUMONT-CAIMI (née MARTIGNONI), Administrateur,**

exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

## Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., publie en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions prévues par les Articles R. 225-104 et R. 225-105 du Code de Commerce.

Aucune société du Groupe, ne dépassant les seuils d'application définis par la Loi dite "Grenelle II" du 12 juillet 2010 et de son Décret d'application du 24 avril 2012, il n'y a pas, d'obligation pour le Groupe Gévelot, de publier au titre de l'exercice 2015 un Rapport (dit RSE) sur les Conséquences Sociales, Environnementales des activités du Groupe et sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable.

## Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.



## Risques Généraux

### 1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs Marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

#### Le Marché du Secteur Extrusion

L'activité du Secteur Extrusion se déroule dans le marché de l'automobile où les risques "marchés" sont de diverses natures :

- une stratégie d'approvisionnement de nos donneurs d'ordres susceptible d'être affectée par leur stratégie globale d'alliances ou de participations croisées, les difficultés propres aux Constructeurs Français les conduisant à réexaminer leur structure capitalistique, leur capacité de production et à réduire leurs coûts.

- une prévision de baisse des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire en Europe. Cependant, nos fournitures sont parfois réexportées par nos clients vers leurs usines de montage dans des pays émergents (en Chine notamment),

- un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits "Low Cost" avec deux conséquences : une perte de volumes lorsque des voitures ou sous-ensembles sont effectivement fabriqués à l'étranger ; une forte pression sur les prix de vente (et donc les marges), pression que nous devons affronter pour rester compétitifs et éviter ces délocalisations et donc des pertes de marché. Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold).

#### Le Marché du Secteur Pompes

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible aux variations du prix du baril. De plus, la baisse constatée des prix pétroliers depuis quelques mois et le contexte géopolitique observé dans certains pays risqueront de freiner ou de différer les développements commerciaux attendus.

L'accord commercial signé en 2014 avec le repreneur de Kudu Industries Inc. fait l'objet de discussions quant aux principales modalités d'application.

Les performances commerciales dans les domaines des autres pompes (Secteur Alimentaire et Secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'Etranger.

### 2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants (Moyen Orient, Afrique, Amérique Latine).

## Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

### 1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

#### - Risques de change opérationnels

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de la plupart de ses sites de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars US.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

#### - Risques de change, Trésorerie, Equivalents de Trésorerie

L'évolution des parités des devises Nord-Américaines reçues lors de la cession de KUDU Inc au printemps 2014, a fait l'objet d'un suivi particulier et de placements (hors risques) sur des Etablissements bancaires de premier ordre. Début janvier 2015 compte tenu des conditions monétaires favorables, la moitié des devises reçues lors de cette transaction a fait l'objet d'un arbitrage en Euros. Une autre partie a été cédée en février 2016 sur une parité proche de celle de fin 2015. La partie résiduelle conservée permettra d'assurer les développements locaux.

#### Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'acier dans le Secteur Extrusion. Afin de faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrées avec ses fournisseurs ou ses clients.

#### - Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

Pour le Secteur Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentent traditionnellement d'excellentes garanties financières.

Le Secteur Extrusion s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une faible exposition aux risques d'impayés. Lorsque cela est possible, ce Secteur recourt à l'Assurance-Crédit.

L'activité du Secteur Pompes présente relativement plus de risques. Les Clients européens de PCM Europe SAS ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de systèmes de recouvrement par des sociétés spécialisées.

Les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitiques majeurs font l'objet d'un suivi spécifique.

## 2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au Secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités industrielles et commerciales qui le nécessitent.

La Société Gévelot Extrusion maîtrise son endettement depuis plusieurs années. Pour les investissements industriels à venir, le financement par Crédit-Bail sera privilégié.

### - Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif) le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie du Groupe analyse le portefeuille et suggère aux Filiales les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

## 3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisées à l'étranger

### - Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe.

### - Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets situés aux USA, en Chine et au Proche et Moyen-Orient, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

## Dettes Fournisseurs

(Article 24-11 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 et Décret 2008-1492 du 30 décembre 2008)

Les Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (exploitation et immobilisations) de Gévelot SA d'un montant de 142 K€ à fin 2015 (188 K€ à fin 2014) se décomposent de la manière suivante :

Années	Echu	<31 jours	31 à 60 jours	>60 jours	Total
2015	53 K€	79 K€	2 K€	8 K€	142 K€
2014	27 K€	97 K€	21 K€	43 K€	188 K€

## Affectation des résultats

Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice : .....	57 074 060,85 €
. Report à nouveau antérieur : .....	29 626,20 €
- Total à répartir : .....	<u>57 103 687,05 €</u>
. Affectation :	
Autres Réserves : .....	45 892 178,77 €
. Dividende : .....	<u>1 607 772,60 €</u>
	<u>- 47 499 951,37 €</u>
. Solde du Report à nouveau après affectation : .....	<u>9 603 735,68 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 1,80 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires et mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts, sera mis en distribution à partir du 23 juin 2016. Il sera servi sur la base de 893 207 actions composant le Capital social.

En application de l'Article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts.

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions servies	globales
2012	1,80	pm	909 666	909 666
2013	1,80	pm	899 456	909 666
2014	1,80	pm	893 207	909 666

## Bourse

Pendant l'année 2015, le cours de l'action, sur NYSE Alternext Paris a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2014	128,00
Cours le plus bas	120,02
Cours le plus haut	145,00
Cours à fin 2015	132,00
Nombre de titres échangés en 2015 <sup>(1)</sup>	110 368
Nombre de titres échangés en 2014 <sup>(2)</sup>	48 972

<sup>(1)</sup> dont rachat de 77 697 Actions pour annulation

<sup>(2)</sup> dont rachat de 7 757 Actions pour annulation

A fin mars 2016, le cours de l'action était de 125,50 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 7 864 titres.

## Actionnariat

Au 31 décembre 2015, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- la Société SOPOFAM, plus du tiers,
- la Société ROSCLODAN, plus du vingtième,
- la Société CAPRIONA, plus du vingtième du capital social.

Le Capital social se compose depuis novembre 2015 de 893 207 actions de 35 euros de nominal, soit 31 262 245 euros.

Informations sur les actions auto-détenues à fin 2015	
Nombre d'actions auto-détenues en début d'exercice	11 459
Nombre d'actions achetées en 2015	77 697
Nombre d'actions vendues en 2015	0
Nombre d'actions annulées en 2015	16 459
Nombre d'actions auto-détenues à la clôture 2015	72 697
Frais de négociation 2015	8,0 K€
Cours moyen d'achat 2015	141,80 €
Valeur nominale du titre	35,00 €

Lors de sa séance du 15 octobre 2015, le Conseil d'Administration, faisant usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2014 (11<sup>ème</sup> Résolution), avait décidé de l'annulation de 16 459 actions. Cette autorisation d'annulation courait jusqu'en juin 2016.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 octobre 2015 (1<sup>ère</sup> Résolution) a donné délégation au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre un programme de rachat d'actions en vue d'annulation (10 % maximum des actions composant le capital social pour un montant maximum de 12 M€).

Depuis le mois de novembre 2015, 72 707 actions ont été acquises dans le cadre de ce programme pour un prix moyen de 141,79 euros.

Aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le Capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

## MiddleNext

En termes de Gouvernance, Gévelot SA suit les recommandations du Code de Gouvernance d'Entreprise dédié aux valeurs moyennes "Middlenext" depuis avril 2014.

## Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Pour Gévelot S.A., les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2015 se sont élevées à 15 998 € contre 43 704 € en 2014.

## Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

### Holding

L'optimisation de l'offre locative sera poursuivie sur notre bien immobilier tertiaire de Levallois-Perret.

### Secteur Extrusion

Concernant la France, les premiers résultats de 2016 confirment un retour à l'équilibre opérationnel.

L'optimisation des charges de production intersites débutée dès l'année 2014 sera amplifiée.

En Allemagne, les marchés de renouvellement à destination du principal client ont été, pour une grande part, obtenus.

### Secteur Pompes

Les difficultés sectorielles à l'international dans le domaine de l'Oil & Gas continuent d'affecter l'activité et la rentabilité de ce Secteur. La poursuite des mesures d'adaptation et les développements commerciaux attendus sur d'autres marchés devraient permettre d'en atténuer l'effet.

Au global, le développement international sera néanmoins poursuivi sur la base d'opportunités stratégiques.

Le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué conformément à la Loi.

**Le Conseil d'Administration**



# Comptes Consolidés au 31 décembre 2015

# Bilan consolidé au 31 décembre 2015

Référentiel I.F.R.S. <b>ACTIF</b> (en milliers d'euros)		Montant net au 31.12.2015	Montant net au 31.12.2014
Ecarts d'acquisition	Note 4	1 082	5 189
Immobilisations incorporelles	Note 4	4 353	4 642
Immobilisations corporelles	Note 4	79 209	75 581
Actifs financiers non courants	Note 5	1 534	1 661
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT (I)</b>		<b>86 178</b>	<b>87 073</b>
Stocks et en-cours	Note 6	46 171	45 495
Créances clients et comptes rattachés	Note 7	48 406	45 321
Autres débiteurs	Note 8	8 819	7 561
Créance d'impôt exigible	Note 14	3 751	93
Actifs financiers courants	Note 5	26 778	6 645
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 9	104 604	144 204
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession		-	5 029
<b>TOTAL ACTIF COURANT (II)</b>		<b>238 529</b>	<b>254 348</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>		<b>324 707</b>	<b>341 421</b>

Référentiel I.F.R.S. <b>PASSIF</b> (en milliers d'euros)		Montant net au 31.12.2015	Montant net au 31.12.2014
Capitaux propres attribuables à la société consolidante		185 368	198 247
Capitaux propres attribuables aux intérêts ne conférant pas le contrôle		643	1 889
<b>TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)</b>		<b>186 011</b>	<b>200 136</b>
Provisions non courantes	Note 11	8 669	8 865
Passifs financiers non courants	Note 13	16 473	17 847
Passif d'impôt différé	Note 14	3 176	1 175
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT (II)</b>		<b>28 318</b>	<b>27 887</b>
Dettes fournisseurs d'exploitation		23 485	27 233
Dettes fournisseurs d'immobilisations		1 136	1 518
Provisions courantes	Note 11	787	2 295
Autres créditeurs	Note 10	60 510	46 398
Passif d'impôt exigible	Note 14	19	2 898
Passifs financiers courants	Note 13	24 441	29 227
Passifs liés aux activités destinées à être cédées ou en cours de cession		-	3 829
<b>TOTAL PASSIF COURANT (III)</b>		<b>110 378</b>	<b>113 398</b>
<b>TOTAL DETTES (II+III)</b>		<b>138 696</b>	<b>141 285</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		<b>324 707</b>	<b>341 421</b>

Les notes n° 1 à 26 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Résultat consolidé au 31 décembre 2015

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Exercice 2015	Exercice 2014
<b>Chiffre d'affaires</b>	206 870	211 803
Autres produits de l'activité courante	8 609	4 667
<b>Produits de l'activité courante</b>	<b>215 479</b>	<b>216 470</b>
Charges opérationnelles courantes	(207 655)	(208 375)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>7 824</b>	<b>8 095</b>
Autres produits opérationnels	188	64 665
Autres charges opérationnelles	(4 763)	251
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>3 249</b>	<b>73 011</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	894	927
Coût de l'endettement financier brut	(398)	(513)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>496</b>	<b>414</b>
Autres produits financiers	2 394	7 000
Autres charges financières	(5 912)	(2 010)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(3 022)</b>	<b>5 404</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES</b>	<b>227</b>	<b>78 415</b>
(Charge) / produit d'impôt	(3 817)	(6 587)
<b>RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES</b>	<b>(3 590)</b>	<b>71 828</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>(3 590)</b>	<b>71 828</b>
Résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	(4 897)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>(3 590)</b>	<b>66 931</b>
<b>PART REVENANT AUX INTERETS NE CONFERANT PAS LE CONTRÔLE</b>	<b>(1 160)</b>	<b>38</b>
<b>RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE</b>	<b>(2 430)</b>	<b>66 893</b>
<b>RESULTAT PAR ACTION DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>(2,73 €)</b>	<b>79,69 €</b>
<b>RESULTAT PAR ACTION DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES</b>	<b>-</b>	<b>(5,44 €)</b>

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 889 051 pour l'exercice 2015 et 900 814 pour l'exercice 2014 (cf. Note n° 3 - Capital social).

Les notes n° 1 à 26 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Résultat global 2015

Référentiel I.F.R.S.			Exercice	Exercice
(en milliers d'euros)			2015	2014
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>			<b>(3 590)</b>	<b>66 931</b>
	Montant brut	Impôt produit / (charge)		
A) Autres éléments de résultat des activités poursuivies :				
A.1) Eléments recyclables				
. Ecart de conversion	1 544	-	1 544	2 076
A.2) Eléments non recyclables				
. Gains / (Pertes) actuariel(le)s	778	(239)	539	(1 393)
B) Autres éléments de résultat des activités destinées à être cédées ou en cours de cession :				
. Eléments non recyclables des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	-	-	(143)
<b>Autres éléments de résultat nets d'impôt</b>			<b>2 083</b>	<b>540</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>			<b>(1 507)</b>	<b>67 471</b>

## Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf Note 3)	Titres auto-détenus (cf Note 3)	Ecart de réévaluation	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Part des Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>SITUATION AU 31.12.2013</b>	31 838	(200)	300	191	101 089 (*)	133 218	47	133 265
Opérations sur titres auto-détenus	-	(707)	-	-	-	(707)	-	(707)
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 622)	(1 622)	-	(1 622)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	1 729	1 729
Résultat global 2014	-	-	-	2 001	65 357	67 358	113	67 471
<b>SITUATION AU 31.12.2014</b>	31 838	(907)	300	2 192	164 824	198 247	1 889	200 136
Opérations sur titres auto-détenus	(576)	(9 401)	-	-	(956)	(10 933)	-	(10 933)
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 685)	(1 685)	-	(1 685)
Résultat global 2015	-	-	-	1 630	(1 891)	(261)	(1 246)	(1 507)
<b>SITUATION AU 31.12.2015</b>	31 262	(10 308)	300	3 822	160 292	185 368	643	186 011

(\*) cf. Note 1.D



# Tableaux de flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2015

## FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	31.12.2015	31.12.2014
<b>OPERATIONS D'ACTIVITE</b>		
Résultat net de l'ensemble consolidé	(3 590)	66 931
Résultat net des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	(4 897)
Résultat net des activités poursuivies	(3 590)	71 828
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	12 457	8 092
- Actualisation des actifs et passifs financiers	48	21
- Variation des impôts différés	Note 14 1 684	(462)
- Plus ou Moins-values de cession, nettes d'impôt	427	(61 947)
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées (1)</b>	<b>11 026</b>	<b>17 532</b>
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	-	-
Dividendes reçus des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	1 003
- Variation des stocks	296	(7 457)
- Variation des créances clients	(3 162)	(748)
- Variation des autres créances opérationnelles	(4 860)	1 252
- Variation des dettes fournisseurs	(3 647)	111
- Variation des autres dettes opérationnelles	11 138	30 220
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>(235)</b>	<b>23 378</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>10 791</b>	<b>41 913</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 4 (12 679)	(18 954)
- Augmentations des actifs financiers	(20 137)	(3 273)
<b>Total</b>	<b>(32 816)</b>	<b>(22 227)</b>
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	307	232
- Diminutions des actifs financiers	145	41
<b>Total</b>	<b>452</b>	<b>273</b>
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(386)	190
<b>Incidence des variations de périmètre</b>	<b>1 200</b>	<b>66 157</b>
<b>FLUX NET DE TRESORERIE SUR INVESTISSEMENTS DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>(31 550)</b>	<b>44 393</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 685)	(1 622)
- Rachats d'actions propres	(10 933)	(707)
<b>Total</b>	<b>(12 618)</b>	<b>(2 329)</b>
- Mise en place des emprunts et dettes financières	Note 13 4 296	7 976
- Remboursements des emprunts et dettes financières	Note 13 (5 641)	(4 150)
<b>Variation des emprunts et dettes financières</b>	<b>(1 345)</b>	<b>3 826</b>
Divers	-	178
<b>FLUX NET DE TRESORERIE SUR OPERATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>	<b>(13 963)</b>	<b>1 675</b>
Incidence du reclassement des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	(1 812)
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>	<b>(34 722)</b>	<b>86 169</b>
Trésorerie à l'ouverture	120 533	33 921
Trésorerie à la clôture	Note 9 85 789	120 533
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	22	(443)
	<b>(34 722)</b>	<b>86 169</b>

(1) Les impôts décaissés (nets des remboursements) au cours de l'exercice sont mentionnés dans la note 14.



# Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2015

# Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2015

## Note n° 1 : Règles et Méthodes Comptables - Faits significatifs de l'exercice

En date du 14 avril 2016, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2015.

Ces états financiers peuvent être modifiés tant que l'Assemblée Générale ne les a pas approuvés.

Les notes n° 1 à 26 ci-après font partie intégrante des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

### A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS<sup>(1)</sup> (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

#### Nouveaux textes d'application obligatoire

Au 31 décembre 2015, le nouveau texte d'application obligatoire dans l'Union européenne et intégré pour la première fois par le Groupe est le suivant :

- IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », qui fournit des indications sur la comptabilisation du passif au titre des taxes dues à des autorités publiques.

L'impact sur les comptes est présenté au point 1.D.

Les autres normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1er janvier 2015 n'ont pas eu d'incidence pour le Groupe Gévelot.

#### Nouveaux textes applicables par anticipation

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation.

#### Nouveaux textes non encore adoptés par l'Union Européenne

L'impact potentiel des principaux textes publiés par l'IASB ou l'IFRIC mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une adoption par l'Union Européenne en date de clôture est en cours d'analyse. Néanmoins, le Groupe ne s'attend pas à ce que les autres textes potentiellement applicables aux exercices ouverts au 1er janvier 2016 et au 1er janvier 2017 aient un impact significatif sur les comptes du Groupe.

Aucune application anticipée n'est envisagée à ce stade.

#### Présentation des comptes consolidés

Le Bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée maximum de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

### 1.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

#### 1.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée.

#### 1.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,

- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,

- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,

- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

#### 1.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture,

<sup>1</sup> Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être

consulté sur le site internet de la Commission Européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm))

les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 2.

## 1.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

### 1.2.1 Regroupement d'entreprises

Les Regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables, passifs, et passifs éventuels acquis.

Les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils sont susceptibles de s'être dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des actifs non financiers" dans la Note 1.2.4.

### 1.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au bilan à leur coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'entreprise.

Les immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des actifs non financiers" dans la Note 1.2.4.

### 1.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses terrains et constructions à vocation administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif. Les amortissements des constructions sont basés sur la durée d'utilité et la réévaluation périodique de la valeur nette par rapport à une valeur de marché est estimée par un évaluateur professionnel qualifié. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Dans le Secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

### Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### Location-financement

Les biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu

les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un "emprunt" inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

### Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

#### 1.2.4 Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée et les goodwill ne sont pas amortis et sont soumis à un test de dépréciation au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Les autres actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, la valeur recouvrable est susceptible d'être inférieure à la valeur comptable

La liste non exhaustive des indices externes ou internes à l'origine de cette estimation est la suivante :

- Indices externes :
  - baisse plus que la normale de la valeur de marché,
  - changements importants dans l'environnement technique, économique ou juridique, ayant un effet négatif sur l'entreprise,
  - augmentation des taux d'intérêt,
- Indices internes :
  - obsolescence ou dégradation physique non prévue par le plan d'amortissement,
  - performances économiques inférieures aux prévisions,
  - changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.

La dépréciation est comptabilisée à hauteur de l'excédent entre la valeur comptable et la valeur recouvrable. Le test de dépréciation est réalisé le cas échéant au niveau des actifs pris

individuellement ou au niveau des UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) lorsque les actifs ne peuvent être évalués individuellement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill qui ne peuvent être testés individuellement sont regroupés au sein du groupe d'UGT au niveau duquel sont appréciées les synergies du regroupement d'entreprises.

La valeur recouvrable d'un actif (d'une UGT ou d'un groupe d'UGT) est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société,
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante,
- Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4).

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché "Actions", et de risques spécifiques liés à l'activité.

#### 1.2.5 Actifs financiers

Les actifs financiers sont principalement constitués de prêts et de créances, ainsi que de placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des aides à la construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

#### Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur (généralement égale au montant facturé), puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les créances clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnels courants.

### 1.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 "Stocks", le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la valeur nette de réalisation devient inférieure à la valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

### 1.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de dépôts bancaires à terme, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

### 1.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

### 1.2.9 Provisions

#### Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des législations et pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents régimes de retraite au bénéfice de certains salariés.

Les régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des régimes à prestations définies (régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste valeur des actifs du régime y afférent qui leur sont dédiés. Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses salariés en matière de retraite. Ces engagements sont évalués conformément à IAS 19 et prennent en compte les charges sociales y afférentes.

En application des règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses salariés dans le cadre de contrats conclus avec des sociétés d'assurance.

Le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels,
- taux d'augmentation des salaires,
- taux d'actualisation,
- taux de mortalité,
- taux de rendement des actifs.

#### Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'accord d'entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant

compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

### Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente. Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Ces passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au Bilan, à l'exception de ceux correspondant à un regroupement d'entreprises. Ils font l'objet d'une information dans les engagements hors bilan.

#### 1.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

#### Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur juste valeur et toute variation de leur juste valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de juste valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. La variation de la juste valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.
- en cas de couverture de flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite en capitaux propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenu de leur échéance à court terme.

#### 1.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

### 1.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

#### 1.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 "Produits des activités ordinaires" les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS 18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

#### 1.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,
- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.



Le Résultat Opérationnel comprend la Contribution Economique Territoriale (CET). La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat, d'où son classement en Résultat Opérationnel.

#### Crédits d'Impôts Compétitivité Emploi et Crédits d'Impôts Recherche

Les sommes acquises au titre des Crédits d'Impôts Compétitivité Emploi des sociétés françaises du Groupe viennent minorer le montant des charges de personnel.

Les Crédits d'Impôts Recherche des sociétés françaises du Groupe sont inscrits en résultat opérationnel, dans le poste «subventions d'exploitation».

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les "Autres Produits et Charges Opérationnels" qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les pertes de valeur sur actifs non courants, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

### **1.3.3 Charges financières**

#### **1.3.3.1 Coût de l'endettement financier net**

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement).

#### **1.3.3.2 Autres produits et charges financiers**

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

## **1.4 Information Sectorielle**

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Extrusion à froid & Usinage,
- Pompes / Technologies des Fluides,

Les éléments de Gévelot S.A., qui ne peuvent pas être affectés directement à un secteur opérationnel tel que défini ci-dessus, sont positionnés en "autres activités".

## **B. FAITS SIGNIFICATIFS**

La cession de la filiale Gurtner SA a été réalisée le 25 février 2015 à effet du 1er janvier 2015 pour une valeur proche de celle figurant dans les comptes sociaux de Gévelot SA.

L'écart de valorisation de ce Secteur en Normes IFRS a été constaté sur l'exercice 2014.

## **C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS**

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées par la Direction sur la base de son expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables: l'environnement économique et financier actuel rendant toutefois difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues. Ces hypothèses et ces estimations concernent essentiellement :

### **a) Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur**

Les hypothèses et estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable desdits actifs. Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 4.3.

### **b) Evaluation des engagements de retraite**

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies. Les engagements liés à ces derniers sont comptabilisés sur la base de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations futures de salaires, le taux de rotation du personnel, le taux de mortalité et le taux de rendement des actifs. Les modalités d'évaluation sont précisées en note 1.2.9 et les hypothèses retenues en note 12. Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles. Toutefois ces engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

### **c) Evaluation de la juste valeur**

Les terrains et bâtiments à usage administratif ou commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

En outre, comme précisé en note 20, les instruments financiers évalués à la juste valeur le sont par référence aux prix cotés sur un marché actif.

## **D. Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés**

Depuis le 1er janvier 2015, le Groupe applique l'interprétation IFRIC 21 «Taxes prélevées par une autorité publique». L'évènement déclencheur de comptabilisation de la dette est dorénavant sa date d'exigibilité fiscale.

L'application rétrospective de l'interprétation a conduit au retraitement des états financiers consolidés de l'exercice 2014.

Les modifications apportées aux comptes antérieurement publiés concernent uniquement la Contribution Sociale de Solidarité sur les Sociétés (C3S).

La C3S antérieurement reconnue au rythme de la constitution du chiffre d'affaires de l'année N est dorénavant reconnue au 1er janvier de l'année N+1. Les réserves au 1er janvier 2014 sont en conséquence majorées de 147 K€ nets de l'incidence d'impôt sur les bénéfices.

Le retraitement IFRIC 21 n'a pas d'impact sur le résultat au 31 décembre 2014, ni sur les flux de trésorerie.

## **E. Evénements postérieurs à la clôture du Bilan**

NEANT

## Note n° 2 : Informations relatives au périmètre de consolidation

Gévelot S.A., société anonyme au capital de 31 262 245 euros, est la société consolidante du Groupe Gévelot. Elle est cotée sur Alternext et immatriculée en France sous le numéro 562088542 RCS Nanterre.

### 2.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2015

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2015	au 31.12.2014	au 31.12.2015
<b>HOLDING</b>					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	562088542 56208854200369			
<b>EXTRUSION A FROID &amp; USINAGE</b>					
Gévelot Extrusion S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	399198951 39919895100010	99,99	99,99	99,99
Dold Kaltfließpressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 78147 Vohrenbach (Allemagne)		100,00	100,00	100,00
Suzhou Dold Automobile Components Manufacturing Co. Ltd.	Ping Wang Ecological Park Ping Wang Town - Lu Zhong Road 215221 Wujiang City - Jiangsu Province (Chine)		100,00	100,00	100,00
<b>POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES</b>					
PCM S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	572180198 57218019800184	99,99	99,99	99,94
PCM Technologies S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	802419960 80241996000017	99,99	99,99	99,94
PCM Europe S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	803433972 80343397200018	99,99	99,99	99,94
PCM Manufacturing France S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	803933399 80393339900013	99,99	99,99	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northants NN17 5YF (Royaume-Uni)		99,99	99,99	99,94
PCM Group Australia Pty Ltd	c/o Grant Thornton Level 2, 215 Spring Street Melbourne, VIC 3000 (Australie)	} société détenue à 100 % } par PCM Group UK			
PCM Group Italia Srl	via Rutilia 10/8 20141 Milano (Italie)		99,99	99,99	99,94
PCM Kazakhstan LLP	Office 46, Business Center "Nur Plaza", Microdistrict 29A Aktau city (Kazakhstan)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.	Lynn CanneLongo 2711 Centerville Road, Suite 400 Wilmington, Delaware 19808 (Etats-Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	}			
PCM Canada Inc.	4500, 855 - 2nd Street S.W. Calgary Alberta T2P 4K7 (Canada)	} sociétés détenues } à 100 % par			
PCM Colombia SAS	Calle 104, No. 14A-45, Oficina 302 Bogota (Colombie)	} PCM Flow Technology }			
PCM Chile SpA	Av Vitacura 2939 Pliso 10 Las Condes, Santiago (Chili)	}			
Amik Oilfield Equipment & Rentals Ltd.	4318 76 Avenue N.W. Edmonton, AB T6B 2H8 (Canada)		74,99	74,99	74,96
PCM Group Asia Pacific Pte. Ltd.	541 Orchard Road #09-01 Liat Towers Singapore (238881) (Singapour)		99,99	99,99	99,94
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A01&10G03, Shanghaïmart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Ping Wang Ecological Park Ping Wang Town - Lu Zhong Road 215221 Wujiang City - Jiangsu Province (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM Middle East FZE	4A 106, 5EB741, Dubai Airport Free Zone Dubai (Emirats Arabes Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM Muscat LLC	Alofuk Building, 1st Floor, Office 14, Shatti Al Qurum PO Box 167 PC 103, Muscat (Sultanat d'Oman)		99,99	99,99	99,94

## 2.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- Les titres de la Société Gurtner ont été cédés en février 2015.
- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu au cours de l'exercice 2015.
- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A., sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

## 2.3. Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2015 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture		Taux moyens	
	2015	2014	2015	2014
1 dollar des Etats-Unis	0,9185 €	0,8237 €	0,9012 €	0,7526 €
1 livre sterling	1,3626 €	1,2839 €	1,3774 €	1,2401 €
1 yuan renminbi chinois	0,1416 €	0,1327 €	0,1434 €	0,1221 €
1 dollar canadien	0,6616 €	0,7111 €	0,7054 €	0,6817 €
1 dollar australien	0,6663 €	0,6699 €	0,6773 €	0,6792 €
1 rial omani	2,3923 €	2,1468 €	2,3540 €	1,9670 €
1 dirham des Emirats Arabes Unis	0,2508 €	0,2250 €	0,2468 €	0,2062 €
1 tenge kazakh	0,0027 €	0,0045 €	0,0040 €	0,0042 €

## Note n° 3 : Capital social

(en euros)	Au 31/12/2014			Exercice 2015 Annulées	Au 31/12/2015		
	Ordinaires	Autodétenues	Total		Ordinaires	Autodétenues	Total
<b>Actions ordinaires</b>							
Nombre	898 207	11 459	909 666	16 459	820 510	72 697	893 207
Valeur nominale	35	35	35	35	35	35	35
<b>Total</b>	<b>31 437 245</b>	<b>401 065</b>	<b>31 838 310</b>	<b>576 065</b>	<b>28 717 850</b>	<b>2 544 395</b>	<b>31 262 245</b>

## Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2015, le Capital Social autorisé s'élève à 31 262 milliers d'euros. Il est composé de 893 207 actions ordinaires de 35 euros de nominal chacune, émises et entièrement libérées.

Dans le cadre de l'adoption le 15 octobre 2015 de la première Résolution de l'Assemblée Générale Mixte, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation.

Le Groupe a racheté 77 697 de ses propres actions pour un montant global de 10 933 K€ au cours de l'exercice 2015.

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 15 octobre 2015, dans le cadre de l'autorisation qui lui a été donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2014, le Groupe a procédé à l'annulation de 16 459 actions détenues en propre (3 702 actions acquises en 2013, 7 757 actions acquises en 2014 et 5 000 actions acquises en 2015).

Au 31 décembre 2015, le Groupe détient 72 697 de ses propres actions. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2015 s'élève ainsi à 889 051, après déduction du nombre moyen pondéré d'actions propres pour 20 615.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

## Note n° 4 : Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

## 4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2015					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
<b>Valeur brute</b>						
A l'ouverture de l'exercice	5 189	9 082	6 995	1 288	15	17 380
Acquisitions et augmentations	-	384	566	648	-	1 598
Sorties	-	(450)	(18)	(99)	(15)	(582)
Virement de poste à poste	-	638	268	(1 031)	-	(125)
Ecarts de conversion	29	-	23	5	-	28
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>5 218</b>	<b>9 654</b>	<b>7 834</b>	<b>811</b>	<b>-</b>	<b>18 299</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>						
A l'ouverture de l'exercice	-	(7 096)	(5 642)	-	-	(12 738)
Dotations	-	(1 091)	(570)	-	-	(1 661)
Dépréciations nettes	(4 136)	-	-	-	-	-
Sorties	-	450	16	-	-	466
Ecarts de conversion	-	-	(13)	-	-	(13)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>(4 136)</b>	<b>(7 737)</b>	<b>(6 209)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(13 946)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	5 189	1 986	1 353	1 288	15	4 642
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>1 082</b>	<b>1 917</b>	<b>1 625</b>	<b>811</b>	<b>-</b>	<b>4 353</b>

	31.12.2014					
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations incorporelles
<b>Valeur brute</b>						
A l'ouverture de l'exercice	952	9 599	7 038	688	-	17 325
Acquisitions et augmentations	-	204	217	1 029	15	1 465
Sorties	-	(94)	(40)	-	-	(134)
Virement de poste à poste	-	350	87	(437)	-	-
Ecarts de conversion	240	-	26	8	-	34
Variations de périmètre	3 997	-	8	-	-	8
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	(977)	(341)	-	-	(1 318)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>5 189</b>	<b>9 082</b>	<b>6 995</b>	<b>1 288</b>	<b>15</b>	<b>17 380</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>						
A l'ouverture de l'exercice	-	(6 898)	(5 579)	-	-	(12 477)
Dotations	-	(1 225)	(386)	-	-	(1 611)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	60	40	-	-	100
Ecarts de conversion	-	-	(13)	-	-	(13)
Variations de périmètre	-	-	(6)	-	-	(6)
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	967	302	-	-	1 269
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>(7 096)</b>	<b>(5 642)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12 738)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	952	2 701	1 459	688	-	4 848
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>5 189</b>	<b>1 986</b>	<b>1 353</b>	<b>1 288</b>	<b>15</b>	<b>4 642</b>

## 4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

	31.12.2015						Immobilisations corporelles
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	
<b>Valeur brute</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	6 411	32 509	198 188	11 699	5 917	4 195	258 919
Acquisitions et augmentations	8	226	3 611	667	6 523	46	11 081
Sorties	-	(6)	(501)	(506)	(399)	-	(1 412)
Virement de poste à poste	57	477	8 737	204	(5 292)	(4 058)	125
Ecart de conversion	52	207	406	78	27	1	771
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>6 528</b>	<b>33 413</b>	<b>210 441</b>	<b>12 142</b>	<b>6 776</b>	<b>184</b>	<b>269 484</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	(309)	(7 824)	(166 795)	(8 410)	-	-	(183 338)
Dotations	(55)	(726)	(5 936)	(858)	-	-	(7 575)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	4	373	417	-	-	794
Virement de poste à poste	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(1)	(31)	(77)	(47)	-	-	(156)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>(365)</b>	<b>(8 577)</b>	<b>(172 435)</b>	<b>(8 898)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(190 275)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	6 102	24 685	31 393	3 289	5 917	4 195	75 581
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>6 163</b>	<b>24 836</b>	<b>38 006</b>	<b>3 244</b>	<b>6 776</b>	<b>184</b>	<b>79 209</b>

	31.12.2014						Immobilisations corporelles
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	
<b>Valeur brute</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	6 355	33 639	194 774	11 724	3 593	1 672	251 757
Acquisitions et augmentations	-	2 895	2 955	645	7 792	3 202	17 489
Sorties	-	-	(741)	(466)	(6)	(532)	(1 745)
Virement de poste à poste	-	897	4 603	78	(5 462)	(116)	-
Ecart de conversion	56	213	679	92	-	-	1 040
Variations de périmètre	-	-	2 237	-	-	-	2 237
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	(5 135)	(6 319)	(374)	-	(31)	(11 859)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>6 411</b>	<b>32 509</b>	<b>198 188</b>	<b>11 699</b>	<b>5 917</b>	<b>4 195</b>	<b>258 919</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	(257)	(10 354)	(168 694)	(8 271)	-	-	(187 576)
Dotations	(50)	(622)	(3 835)	(813)	-	-	(5 320)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	-	715	417	-	-	1 132
Virement de poste à poste	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(2)	(28)	(223)	(51)	-	-	(304)
Variations de périmètre	-	-	(1 077)	-	-	-	(1 077)
Activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	3 180	6 319	308	-	-	9 807
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>(309)</b>	<b>(7 824)</b>	<b>(166 795)</b>	<b>(8 410)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(183 338)</b>
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	6 098	23 285	26 080	3 453	3 593	1 672	64 181
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>6 102</b>	<b>24 685</b>	<b>31 393</b>	<b>3 289</b>	<b>5 917</b>	<b>4 195</b>	<b>75 581</b>



















































































## Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

## Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2015

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % <sup>(1)</sup>	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
<b>A - FILIALES</b>										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
<b>Filiales françaises</b>										
Gévelot Extrusion S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	18 120	(4 587)	99,99	25 397	14 809	4 044	-	64 005	(131)	-
PCM S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	10 155	67 409	99,94	6 511	6 511	-	-	3 203	(3 606)	56 203
<b>Filiales étrangères</b>										
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Dold Kaltfliesspressteile GmbH Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	8 898	100,00	17 135	17 135	-	-	43 739	1 671	800
<b>B - PARTICIPATIONS</b>										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

<sup>(1)</sup> Dont prêts de consommation





## **II - Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Votre Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses participations selon les méthodes décrites en note N°1a de l'annexe. Elle constitue, le cas échéant, une dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III - Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 avril 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

CREA

Yan Ricaud

Bernard Roussel

